

L'immigration espagnole en question

La fuite des cerveaux n'est pas l'unique réalité de l'afflux d'immigrés venus d'Espagne.

Si les médias se concentrent surtout sur les jeunes diplômés qui quittent l'Espagne, la réalité du phénomène, qui touche aussi le Luxembourg, est cependant plus nuancée et plus dramatique.

Par notre collaborateur
Diego Velazquez

Sans vouloir minimiser l'exil économique des jeunes diplômés espagnols, la crise a aussi donné naissance à une autre émigration, moins formée, moins flexible, mais tout aussi importante.

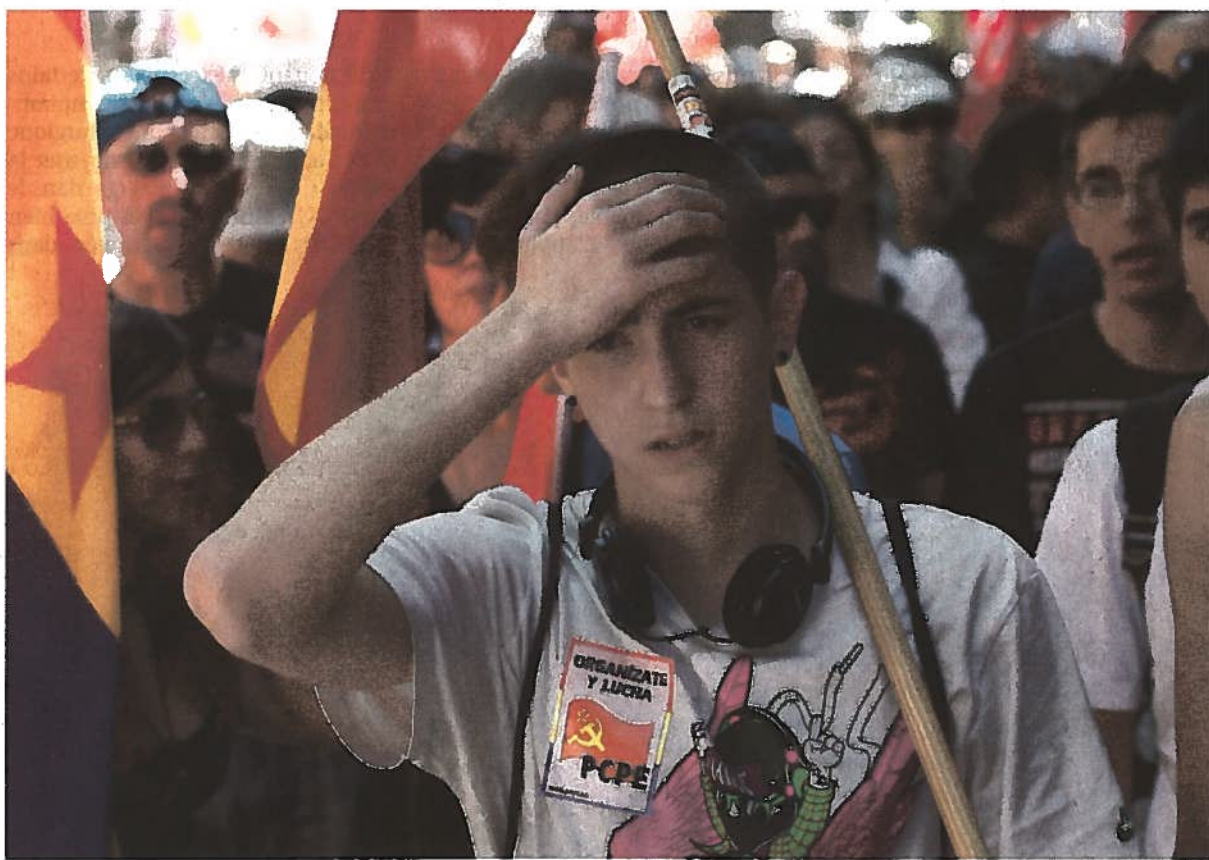
Depuis l'éclatement de la crise économique, l'Espagne a cessé de faire rêver et, en faisant abstraction des sports, a régulièrement fourni des titres à la presse qui laissent induire que le pays peine à se relever. Taux de chômage record, changement de gouvernement, crise de souveraineté en Catalogne, corruption: voici l'arrière-fond des nouvelles qui nous parviennent régulièrement de la péninsule ibérique.

Au début du mois, l'AFP précisait que plus de 3 millions de personnes y vivent actuellement dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 307 euros par mois. À cela, l'AFP ajoutait que 13 % des ménages espagnols font face à de très grandes difficultés matérielles. En conséquence, nombreux sont ceux qui décident d'émigrer. De fait, presque 900 000 personnes, dont 250 000 de nationalité espagnole, ont quitté le pays depuis 2007. Jusqu'en 2006, avant le début de la crise, entre 15 000 et 20 000 Espagnols quittaient leur pays chaque année. L'an dernier, ils étaient 56 000.

Des familles entières partent sans garanties

Antoni Montserrat, membre du Centre català de Luxembourg et ex-président du CLAE, se méfie des chiffres et ajoute qu'«une grande quantité de personnes en situation précaire profitent de la libre circulation dans l'Union européenne sans immédiatement faire les démarches d'inscription consulaire. On n'a pas de chiffres clairs du côté luxembourgeois mais du côté allemand, l'INE (Institut national espagnol de statistique) parlait de 4 842 Espagnols installés en Allemagne en 2012. Or, le Statistisches Bundesamt parle de 29 910 Espagnols en Allemagne, donc six fois plus.»

Beaucoup d'encre a été versée au sujet de la fuite des cerveaux, il suffit d'entrer «emigración» dans le mo-



Le chômage et l'austérité ont fait fuir de nombreux jeunes Espagnols mais aussi beaucoup de familles démunies.

teur de recherche de la version en ligne d'*El País* pour s'en apercevoir. Or cet acharnement médiatique risque de cacher un autre phénomène lié à la crise en Espagne. Antoni Montserrat a thématiqué ce sujet lors d'une table ronde sur l'émigration espagnole il y a deux semaines. Montserrat précisait que selon l'Institut national de statistique espagnol, les 20-34 ans constituent 18 % de la population espagnole vivant à l'étranger. Les jeunes talents font partie de ces 18 % et ont la spécificité d'être «qualifiés, flexibles et souvent multilingues. Pour cela, ces jeunes professionnels réunissent les conditions nécessaires pour s'établir à l'étranger et trouver un emploi.»

Par contre, les chiffres apportés par Montserrat montrent qu'un nouveau type de migration est indéniable: «La statistique des variations résidentielles de l'INE espagnol nous montre aussi que ceux compris dans les franges d'âge au-delà des 35 ans représentent plus de 46 % des Espagnols à l'étranger, pire encore, ceux de moins de 16 ans constituent 22 %, c'est-à-dire qu'il y a aussi une forte migration à caractère familial peu compatible avec une migration jeune ou une simple "fuite de cerveaux".»

Beaucoup de ces migrants, qui ne font pas partie de la génération des cerveaux en fuite, sont dans une situation préoccupante. Souvent en famille, sans contacts ni coussins économiques, cette autre émigration de crise n'a que peu de chances de prendre pied à l'étranger.

La situation de ces familles, même au Luxembourg, est souvent préoccupante: «Les cas les plus difficiles sont toujours ceux des familles au complet, avec des enfants en âge scolaire qui arrivent sans aucune autre ressource que les 426 euros que donne le gouvernement espagnol à ceux qui ont épuisé les prestations chômage», illustre Montserrat, en ajoutant que la situation est d'autant plus difficile quand ces familles «se trouvent à dormir dans la voiture faute de capacité de trouver un logement.»

«La politique déguise le problème»

Trouver des solutions à cette situation impliquerait des actions ici au Luxembourg ainsi que de la part du gouvernement espagnol. Au Luxembourg, il faudrait donner plus de moyens aux «structures d'orientation, d'accueil et de soutien créées par le mouvement associa-

tif hispanique», estime Montserrat, qui parle aussi d'une nécessité de dialogue au sein même du mouvement associatif: il faut «parler plus entre nous et mieux identifier et aider ceux qui sont en train de prêter, bénévolement, un service nécessaire pour la cohésion sociale au Luxembourg». Par ce biais, le mouvement associatif pourra aborder les «autorités luxembourgeoises au sujet des besoins que cette nouvelle situation crée» ainsi que «forcer le gouvernement espagnol à prendre ses responsabilités.»

«Le gouvernement espagnol devrait reconnaître la nouvelle réalité migratoire et cesser de la déguiser en "esprit aventurier des jeunes" ou "mobilité extérieure", précise Antoni Montserrat. Là aussi, «il y a un besoin de coordination entre les associations qui, en Espagne, font l'assistance et l'information à ceux qui souhaitent migrer et ceux qui de l'extérieur essaient d'assister et d'orienter sur place.»

L'appel des associations hispaniques fait à l'Espagne et au Luxembourg est donc clair: il faut reconsidérer les préjugés sur l'émigration espagnole afin de mieux cerner les besoins nécessaires pour remédier à ce nouveau défi social.

INDR

Nouveau guide d'évaluation ESR

L'Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises (INDR) vient de publier le nouveau guide d'évaluation ESR (entreprise socialement responsable) en ligne destiné à accompagner les entreprises, quelle que soit leur taille et leur permettre, pour mieux comprendre la ESR, d'évaluer les comportements, de s'engager dans les démarches responsables, de confirmer et de valoriser les progrès.

Issu d'une collaboration nationale, le guide en ligne s'adapte aux entreprises indépendamment de leur taille ou du secteur d'activité. www.esr.lu

BILLET D'HUMEUR

Cristina, vaccinée, a reçu ses papiers



Depuis que les hommes politiques se permettent d'ériger le mensonge en vertu politique ultime, les contrevérités et la mauvaise foi se répandent parmi certains agents subalternes des forces de l'ordre. Les Juncker & Frieden, n'en étant pas particulièrement informés, ont pu se considérer par conséquent non responsables de pareils agissements. C'était le cas de la saisie d'objets personnels (dont 5 euros et le sac à dos) appartenant à un mendiant dans la rue de l'Alzette (mi-août 2013), ce que contestent les agents assermentés.

En revanche, le citoyen qui signale les faits et s'en plaint auprès de l'Inspection générale de la police, se fait traiter par le directeur général de la police grand-ducale de dénonciateur calomnieux.

La dénonciation calomnieuse c'est autre chose. Que faisaient les représentants de l'ordre lorsque les passeurs faisaient traverser sur les chemins illégaux les frontières aux enrôlés de force et aux réfractaires, ou lorsqu'ils apprenaient la dénonciation de la cachette d'un juif et le détournement de tickets alimentaires à cet effet?

À cela le directeur général de la police répond qu'un «lapsus s'est glissé dans notre législation supprimant la mendicité simple du catalogue des infractions». Rappelons-nous l'affaire de «l'entrave à la Justice!»

La persécution du mendiant de la rue de l'Alzette se poursuit. Afin de donner «l'impression de sécurité à la population et aux touristes», les forces de l'ordre intimident le propriétaire du chien. Au passant indigné qui les informe de son intention de faire vacciner à ses frais le chien (Cristina), ils lancent: «Ne faites pas cela, sinon on n'a plus rien en main contre le maître.» Qu'ils le sachent: le chien a été vacciné entre-temps par un vétérinaire

Tous unis pour aider les nouveaux arrivants

Le mouvement associatif espagnol est fondamental dans l'accueil des plus démunis.

Le mouvement associatif hispanique au Luxembourg, né dans les 20 dernières années, avait une forte orientation culturelle. Il promouvait aussi l'intégration dans la société luxembourgeoise.

Or il a dû transformer son rôle pour se consacrer davantage aux besoins de la nouvelle immigration. Le manque de moyens des services consulaires et une attitude passive des autorités locales ont poussé le mouvement associatif hispanique à prendre les choses en main. Solidaridad sin fronteras est l'une des associations concernées par ce sujet. Liée au Parti socialiste espagnol, cette ASBL travaille beaucoup sur le terrain. À propos des expériences récentes de l'association, l'un de ses membres, Mubikayi Lu-Kasahdi, tient à rappeler que la situation a fortement évolué au Luxembourg:

vants depuis 2009. Ces chiffres sont à manier avec précaution, car ils ne reprennent que des personnes ayant entrepris les démarches d'enregistrement.

Solidaridad sin fronteras constate, tout comme Antoni Montserrat, du Centre català de Luxembourg, que beaucoup de problèmes naissent d'un manque d'information avant le départ: «Les personnes qui sortent de l'Espagne pour se rendre au Luxembourg ont des espoirs démesurés. Le Luxembourg donne une fausse image à tous ceux qui veulent trouver du travail. Quand on cherche des informations sur internet, la première chose qu'on lit c'est que le Luxembourg est le pays le plus riche d'Europe, que le salaire minimum est le plus élevé et que le taux de chômage est très bas. Cependant,

élevé: «Les personnes arrivent sans argent, sans toit et en croyant pouvoir trouver un emploi tout de suite. En plus, ils ne sont même pas couverts par la sécurité sociale.» À cela s'ajoute un autre problème: «Le Luxembourg ne dispose pas d'assez de centres pour accueillir tout le monde. En cas d'extrême besoin, les personnes sans abri sont reçues pendant 1 ou 2 jours maximum.»

«Il faut plus de moyens!»

La solidarité et la charité sont des mots d'ordre dans ce contexte et l'association reconnaît que «le rôle de l'Église espagnole au Luxembourg est fondamental en ce moment. Cette dernière vient en aide à beaucoup de personnes

ment couper l'argent destiné aux associations espagnoles à l'extérieur et qui font de grands efforts pour promouvoir la langue et la culture espagnoles. Une partie de cet argent pourrait également être destinée à offrir un plat chaud à certains émigrés.»

Solidaridad sin fronteras n'a pas peur de critiquer le gouvernement espagnol, responsable de la situation: «Corruption, réforme du travail antisociale: il y a tellement de raisons pour partir», laisse entendre l'association. En plus, «le gouvernement actuel vit du tourisme et des envois de fonds venant des émigrés. On a vraiment l'impression que le gouvernement espagnol a un intérêt à ce que les gens quittent l'Espagne.»

Cependant, ce flux migratoire est